

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
13331 Marseille Cedex 033

Marseille, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERE SAMIN DE JAS-DE-RHODES

Lieu dit "Jas de Rhodes"
13170 LES PENNES MIRABEAU

Références : D-1117-AIX-2022

N° AIOT : (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement CARRIERE SAMIN Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 LES PENNES MIRABEAU. L'inspection a été annoncée le 01/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE SAMIN DE JAS-DE-RHODES
- Avenue Paul Brutus 13170 LES PENNES MIRABEAU
- Code AIOT dans GUN : 0006401615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société d'exploitation de Sables et MINéraux (SAMIN) exploite une carrière, au lieu dit "Jas-de-Rhodes", de dolomie ($\text{MgCa}(\text{CO}_3)_2$) pauvre en fer, utilisée dans l'industrie du verre.

L'installation comporte deux chaînes de production (60 % pour l'industrie du verre et 40 % pour les travaux publics) :

- chaîne 1 « usine » pour la fabrication de produits sables fins à partir d'un broyeur/concasseur, pour industries verrières ;
- chaîne 2 (ex-Lafarge) pour la fabrication de produits destinés au travaux publics à partir d'un concasseur, deux broyeurs et un crible.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 04/09/2019 ;
- empoussièrement;
- point sur les dossiers AEU renouvellement-extension et PAC approfondissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Evaluation émission poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 2.1	/	Observation
Evaluation des émissions de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 2.3	/	Observation

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Lettre de conclusion inspection 20/06/2019	Lettre du 19/02/2020, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Dispositifs de surveillance des émissions de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.1	/	Sans objet
Valeurs limites des émissions de poussières Canalisées	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 5.1	/	Sans objet
Indicateurs de suivi des poussières diffuses	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.1	/	Sans objet
Indicateurs de suivi des poussières diffuses	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 27/04/2022, un certain nombre de constats conduisent l'Inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions complémentaires dans le respect de l'échéance associée à ces constats.

Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions complémentaires peut conduire l'Inspection à proposer à Monsieur le préfet des Bouches du Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Lettre de conclusion inspection 20/06/2019

Référence réglementaire : Lettre du 19/02/2020
Thème(s) : Situation administrative, Bennage véhicule
Prescription contrôlée : Réalisation d'une plateforme complète (chape, butoir et murs de protection), cf art 9 AP 26/06/1996.
Constats : Les travaux sont faits et comportent une plateforme complète avec chape, butoir et murs de protection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evaluation émission poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, État des lieux
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. En outre, ce plan de surveillance définit toutes les dispositions utiles que l'exploitant met en place sur ses installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières canalisées et diffuses. Il précise les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre afin qu'ils gardent en permanence une efficacité maximale. Ces dispositions, ainsi que les améliorations programmées, sont décrites dans le plan de surveillance, mis à jour à chaque modification importante des conditions d'exploitation et au moins tous les cinq ans. Ce plan précise les conditions d'implantation de la station de mesures (station météo) mise en place sur le site conformément à l'article 19.8 de l'arrêté susvisé selon les bonnes pratiques, notamment la norme ISO19289:2015. Ce document, mis à jour notamment selon les dispositions de l'article 7 du présent arrêté, est transmis à l'Inspection des installations classées sous 3 mois, accompagné de la feuille de calcul citée au paragraphe 2.2.2 du présent arrêté. Les mises à jour ultérieures du plan de surveillance sont tenues à disposition de l'Inspection.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan de surveillance transmis initialement à l'inspection des installations classées le 10/09/2021 avec sa feuille de calcul, n'est pas complet. Le plan ne précise pas : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions utiles pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières diffuses ;- les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre ;- les conditions d'implantation de la station de mesures (station météo) ;- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté complémentaire du 07/04/2021.
Observations : L'exploitant met à jour son plan de surveillance en complétant des informations manquantes ci-dessus et le transmet à l'Inspection dans l'échéance de 15 jours associée à ce constat. Les prochaines campagnes relatives au suivi des retombées de poussières dans l'environnement feront référence au plan de surveillance des émissions de poussières mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Prescription contrôlée : Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont renseignées annuellement dans la base GEREPE conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et canalisées faite au point 2.2.2 est renseignée dans la base GEREPE si les seuils de déclaration sont dépassés.
Constats : Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses (rapport PRONETEC du 14/12/2021) a été transmis le 02/04/2022 à l'Inspection des Installations Classées. Ce dernier ne montre pas de dépassement de l'objectif de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chaque jauges installées de type (b). Les valeurs des mesures des rejets canalisés (rapport SOCOAIR du 10/06/2022, mesures du 17/05/2022) ont été transmises le 16/06/2022 à l'Inspection des Installations Classées. Les résultats ne montrent pas de dépassement de la VLE de 20 mg/Nm ³ . Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses est renseigné dans la base GEREPE pour l'année 2021 mais les valeurs des mesures des rejets canalisés ne le sont pas (tableau TE4).
Observations : Déclaration GEREPE 2021 à régulariser sous 15 jours (cf. Formulaire à renvoyer à l'Inspection).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières par des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après :

Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés

Débit maximum (m³/h)

Flux maximum (kg/h)

Type de suivi

Périodicité de la mesure

Dépoussiéreur n°1

[Débit 1]

[Flux 1]

Prélèvement

2 fois par an

Dépoussiéreur n

[Débit n]

[Flux n]

Prélèvement

2 fois par an

Si le flux total des rejets canalisés est inférieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés

Débit maximum (m³/h)

Flux maximum (kg/h)

Type de suivi

Périodicité de la mesure

Dépoussiéreur n°1

[Débit 1]

[Flux 1]

Prélèvement

1 fois par an

Dépoussiéreur n

[Débit n]

[Flux n]

Prélèvement

1 fois par an

En cas d'impossibilité technique pour réaliser les mesures, l'exploitant met en place un entretien à minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³, apportée par le fabricant. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Le résultat de ces mesures doit faire apparaître la concentration en poussières totales, mais aussi la part des PM 10 et PM 2,5 qu'elles contiennent.

Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'Inspection des Installations Classées, éventuellement de façon inopinée. Ces contrôles exécutés à la demande de l'Inspection des Installations Classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures semestrielles/annuelles.

Les rapports établis à cette occasion sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant leur réception avec les commentaires nécessaires.

L'exploitant est tenu d'installer tous les dispositifs nécessaires à la réalisation de ces contrôles.

<p>Constats : L'installation est dotée de deux filtres "P1200" et "P1500" avec un flux unitaire de 3000 m³/h, il n'y a pas d'impossibilité technique pour réaliser les mesures.</p> <p>Les mesures des rejets canalisés ont été réalisées le 17/05/2022 et les résultats transmis le 16/06/2022. Ces derniers ne mettent pas en avant de dépassement de la VLE de 20 mg/Nm³ (0.21 mg/Nm³ pour le dépoussiéreur 1 et 0.93 mg/Nm³ pour le dépoussiéreur 2).</p> <p>Le rapport indique que les mesures de PM 2,5 et PM 10 n'ont pas pu être effectuées en raison d'une trop faible concentration en poussières.</p> <p>Ce rapport a été transmis à l'Inspecteur des Installations Classées par l'exploitant dans le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des émissions de poussières canalisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières par des rejets canalisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration en poussières totales des rejets canalisés doit être inférieure à 20 mg/Nm³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kPa, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).</p> <p>La procédure de contrôle visuel définie à l'article 3.12 du présent arrêté est mise en œuvre pour détecter rapidement tout dysfonctionnement du système de filtration et assurer le respect de cette valeur limite.</p>
<p>Constats : La concentration en poussières totales des rejets canalisés est inférieure à 20 mg/Nm³ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dépoussiéreur 1 : 0.21 mg/Nm³ - dépoussiéreur 2 : 0.93 mg/Nm³ <p>Les résultats démontrent l'absence de dysfonctionnement du système de filtration qui respecte la valeur limite de 20 mg/Nm³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indicateurs de suivi des poussières diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des indicateurs
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none">• 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante ;• 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022. Après le 1er janvier 2024, l'objectif à atteindre peut-être reconsidéré au regard des résultats obtenus lors des mesures effectuées et en fonction des connaissances sur les émissions de particules fines acquises à ce moment-là.
Constats : Le rapport PRONETEC du 14/12/2021 mentionne l'absence de dépassement de l'objectif de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chaque jauges installées de type (b). La moyenne annuelle glissante de la jauge n°2 de type (b) est de 70,26 mg/m ² /jour (avec un maximum atteint de 120,13 mg/m ² /jour).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indicateurs de suivi des poussières diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement des objectifs
Prescription contrôlée : En cas de dépassement des valeurs citées au paragraphe 6.1 ci-dessus, une analyse détaillée est réalisée et transmise à l'Inspection pour expliquer les raisons de ce dépassement en tenant compte notamment des conditions météorologiques sur la période considérée. Si le dépassement n'est pas dû à des conditions météorologiques exceptionnelles, l'exploitant propose à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai d'un mois à compter du constat de celui-ci, un programme de réduction complémentaire des émissions de poussières et un échéancier de mise en œuvre associé. Un bilan de ces dépassements et des programmes de réduction associés figure dans le rapport d'exploitation annuel.
Constats : Absence de dépassement sur la campagne de 2021 (cf. constat précédent).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet